

Jost Finance S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Siège social: Am Hock, 1, L-9991 Weiswampach

Non encore immatriculée au R.C.S. Luxembourg

ASSEMBLEE GENERALE ETRAORDINAIRE EN DATE DU 30 DECEMBRE 2016

Numéro 3239/16

L'an deux mille seize, le trentième jour du mois de décembre,

Par devant Nous, Maître **Blanche MOUTRIER**, Notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU :

Preinvestissement Holding S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 75481, et ayant son siège social au 69, Boulevard de la Pétrusse L-2330, Grand-Duché de Luxembourg (« **l'Associé Unique** »), ici représentée par Maître Lionel BONIFAZZI, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, signée *ne varietur* par le mandataire de la partie comparante et le Notaire instrumentant, restera annexée au présent acte.

La partie comparante, aux termes de la capacité avec laquelle elle agit, a requis le Notaire d'acter ce qui suit:

- I. L'Associé Unique détient 100% du capital social et des droits de vote de Preinvestment Belgium SPRL, société privée à responsabilité limitée de droit belge ayant son siège social au 486, avenue Louise, B-1050 Bruxelles, Belgique, et immatriculée auprès de la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0832.917.818 (la « **Société** ») ;
- II. La Société a un capital social entièrement libéré d'un montant de seize millions d'euros (16.000.000 EUR) représenté par seize mille (16.000) parts sociales d'une valeur nominale de mille euros (1.000 EUR) chacune. La Société n'a pas émis sous quelque forme que ce soit des instruments de capital autres que les parts sociales ci-avant décrites représentant son capital social ni d'autres titres conférant un droit de vote. Ses titres de capital ne sont pas négociés sur un marché réglementé ni sur un marché non-réglementé. La Société n'a consenti aucune obligation convertible, option d'achat ou droits de souscription de parts sociales et plus généralement aucune valeur mobilière représentative du capital social et/ou des droits de vote de la Société ou donnant droit, d'une façon immédiate ou différée, par voie de conversion, d'échange, d'exercice ou de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un titre représentatif d'une quotité du capital social ou de droits de vote aux assemblées. Lesdites parts sociales ne sont grevées d'aucune sûreté ou charge que ce soit en faveur d'une tierce personne. Il n'existe aucun droit d'usufruit ou de nantissement relativement à ses parts sociales ;

- III. L'Associé Unique a délibéré et décidé sur tous les points de l'agenda suivant, pour lesquels il a été pleinement informé :

AGENDA

1. Reconnaissance et confirmation des décisions prises par l'assemblée générale des associés de la Société le 30 décembre 2016 à Bruxelles (Belgique) concernant, entre autre, (i) le transfert de l'administration centrale et du siège social de la Société sans dissolution, avec le maintien de la personnalité morale, et sans interruption de l'exercice social en cours du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 de Bruxelles (Belgique) à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) avec effet à la date des décisions de l'associé unique de la Société à prendre à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) et sous la condition de l'immatriculation de la Société auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, (ii) l'approbation du bilan comptable arrêté au 30 septembre 2016 et (iii) la démission du gérant unique de la Société et la décharge donnée en relation avec cette démission ;
2. Adoption par la Société de la nationalité luxembourgeoise et subséquente soumission aux lois luxembourgeoises et adoption de la forme légale d'une «société à responsabilité limitée» ;
3. Changement de la dénomination de la Société de « Preinvestment Belgium » en « Jost Finance S.à r.l. » ;
4. Refonte des statuts de la Société afin de les mettre en conformité avec les lois luxembourgeoises ;
5. Détermination de l'adresse du siège social de la Société ;
6. Nomination du gérant de la Société ;
7. Divers.

Après avoir approuvé l'Agenda, et délibéré, l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'Associé Unique a résolu de reconnaître et de confirmer les décisions prises par l'assemblée générale des associés de la Société le 30 décembre 2016 à Vielsalm (Belgique) concernant, entre autre, (i) le transfert de l'administration centrale et du siège social de la Société sans dissolution, avec le maintien de la personnalité morale, et sans interruption de l'exercice social en cours du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 de Bruxelles (Belgique) à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) avec effet à la date des décisions de l'associé unique de la Société à prendre à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) et sous la condition de l'immatriculation de la Société auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, (ii) l'approbation du bilan comptable arrêté au 30 septembre 2016 et (iii) la démission du gérant unique de la Société et la décharge donnée en relation avec cette démission.

L'Associé Unique a également confirmé s'être fait remettre un certificat de confirmation émis par le gérant unique de la Société confirmant qu'à la date des présentes la situation comptable au 30 septembre 2016 est substantiellement inchangée.

Ledit bilan et ledit certificat, après avoir été signés *ne varietur* par le mandataire de l'Associé Unique et le notaire instrumentaire, resteront attachés au présent acte.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Associé Unique a résolu que la Société adopte la nationalité luxembourgeoise et subséquemment soit soumise aux lois luxembourgeoises et adopte la forme légale d'une «société à responsabilité limitée» lors de l'accomplissement du transfert.

Par conséquent, les seize mille (16.000) actuelles parts sociales de société privée à responsabilité limitée de droit belge de la Société sont remplacées par seize mille (16.000) nouvelles actions de société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant une valeur nominale de mille euros (1.000 EUR) chacune et entièrement libérées, qui sont à remettre à l'Associé Unique.

L'Associé Unique autorise le gérant unique de la Société à procéder en son nom et pour son compte aux inscriptions ou formalités nécessaires pour les besoins de la remise précitée des parts sociales.

L'Associé Unique a par ailleurs confirmé que premier exercice social commencé le 30 décembre 2016 et se terminera le 31 décembre 2017.

TROISIEME RESOLUTION

L'Associé Unique a résolu de la nouvelle dénomination de la Société qui change de « Preinvestissement Belgium SPRL » à « Jost Finance S.à r.l. ».

QUATRIEME RESOLUTION

L'Associé a résolu la refonte des statuts de la Société afin de les mettre en conformité avec les lois luxembourgeoises :

« Section I: Forme – Dénomination – Durée – Siège Social – Objet Social »

Article 1 – Forme – Nom

- 1.1 *Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous le nom de **Jost Finance S.à r.l.** (ci-après la « **Société** ») qui sera régie par les présents statuts (les « **Statuts** ») et par les lois luxembourgeoises en vigueur, notamment par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la « **Loi sur les Sociétés** »).*
- 1.2 *La Société pourra être composée d'un associé unique ou de plusieurs associés, sans excéder le nombre de cent (100) associés. Si, pour une raison quelconque, le nombre d'associés excède la limite de cent (100), la Société sera convertie en une autre forme juridique dans un délai d'un (1) an à compter du jour du dépassement de la limite.*

Article 2 – Durée

- 2.1 *La Société est établie pour une durée illimitée.*
- 2.2 *La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'associé unique (« **l'Associé Unique** ») ou, le cas échéant, par une décision de l'assemblée générale des associés (« **l'Assemblée Générale** ») délibérant aux conditions de quorum et de majorité prévues par ces Statuts ou par Loi sur les Sociétés, selon le cas, pour toute modification des Statuts.*
- 2.3 *La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'Associé Unique ou de l'un des associés.*

Article 3 – Siège Social

- 3.1 *Le siège social de la Société est établi à Weiswampach. Il pourra être transféré en tout autre lieu au sein de la municipalité de Weiswampach ou dans toute autre*

municipalité du Grand-Duché de Luxembourg, par une résolution du gérant unique de la Société (le « **Gérant Unique** ») ou en cas de pluralité de gérants, de son conseil de gérance (le « **Conseil de Gérance** »), qui sera autorisé à procéder à la modification subséquente des Statuts.

- 3.2 Des succursales ou d'autres bureaux pourront être établis à Luxembourg ou à l'étranger par une résolution du Gérant Unique ou du Conseil de Gérance.
- 3.3 Si des événements d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la facilité de communication entre ce siège et les personnes à l'étranger, telles que définis par la gérance de la Société, sont intervenus ou sont imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège social restera une société luxembourgeoise.

Article 4 – Objet Social

- 4.1 L'objet de la Société est la détention et la prise de participations, d'actions et de tous intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, la mise en valeur et l'aliénation (le cas échéant) de ces participations, actions et intérêts. La Société pourra, en particulier, acquérir tout type de valeurs mobilières, négociables ou non, obligations, titres de créances, effets de commerce et tous autres titres, y compris des valeurs mobilières émises par un gouvernement, quel qu'il soit, ou par toute autre autorité internationale, nationale ou locale, et de tous autres droits s'y rattachant, que ce soit par achat, apport, souscription, option, ou par tout autre moyen, ainsi que le transfert par vente, échange ou par tout autre moyen.
- 4.2 La Société pourra récolter des fonds par le biais d'emprunts de toute sorte ou par l'émission, par placement privé ou offre au public, de toute sorte d'obligations, titres de créances, effets de commerce. La Société ne peut, par contre, émettre de titres représentatifs de capital au public.
- 4.3 Dans la limite permise par la Loi sur les Sociétés, la Société pourra accorder toute garantie, ou toute autre forme de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par gage, hypothèque ou toute autre forme de sûreté sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société et/ou des sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, même non substantiel, ou à toutes sociétés appartenant au même groupe de sociétés que la Société (les « **Sociétés Affiliées** »). La Société pourra encore fournir tout type de support, assistance, prêts et avances aux Sociétés Affiliées.
- 4.4 La Société peut procéder à l'acquisition, l'exploitation mondiale, l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière, la concession par le biais de licence ou par toute autre moyen légalement admissible de tous droits de propriété intellectuelle et industrielle (y compris mais sans limitation les marques de fabrique et de commerce, brevets, droits d'auteur et droits voisins, dessins et modèles industriels, plans, formules ou procédés secrets, noms de domaine et les logiciels) ainsi que l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique et prendre toutes mesures utiles à la protection de ces droits.
- 4.5 La Société pourra également prendre toute mesure de contrôle ou de surveillance et réaliser toute opération qu'elle jugera utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social.
- 4.6 En général et dans les limites permises par les lois applicables, la Société pourra accomplir directement ou à travers ses filiales, succursales et/ou bureaux localisés au Luxembourg ou à l'étranger toute opération commerciale, immobilière,

industrielle et/ou financière directement ou indirectement liées à l'objet social de la Société, étant entendu que la Société n'accomplira pas de transaction qui pourrait avoir pour conséquence qu'elle s'engage dans une activité susceptible d'être considérée comme une activité bancaire.

Section II : Capital – Parts Sociales

Article 5 – Capital social, prime d'émission et primes assimilées

- 5.1 Le capital social émis et souscrit de la Société est fixé à seize millions d'euros (16.000.000 EUR) représenté par seize mille (16.000) parts sociales d'une valeur nominale de mille euros (1.000 EUR) chacune (collectivement les « **Parts Sociales** » et individuellement une « **Part Sociale** »).
- 5.2 Toutes les Parts Sociales sont intégralement payées et émises sous forme nominative.
- 5.3 L'Associé Unique ou l'Assemblée Générale peut décider à tout moment de créer des classes de parts sociales ordinaires ou préférentielles, ayant ou non les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes ou, le cas échéant, de convertir des parts sociales ordinaires ou préférentielles existantes d'une classe en des parts sociales ordinaires ou préférentielles d'une autre classe.
- 5.4 Les Parts Sociales peuvent être attachées à des instruments convertibles émis ou à émettre par la Société selon les termes et les conditions générales de ces instruments.
- 5.5 Un compte de prime d'émission pourra être mis en place, auquel sera transféré toute prime payée pour une Part Sociale, en plus de sa valeur nominale, ainsi que des comptes de primes assimilées pourront être mis en place dans la mesure permise par les lois luxembourgeoises.
- 5.6 L'Associé Unique ou l'Assemblée Générale peut accepter des apports au compte de prime d'émission ou d'autres apports en capitaux propres sans émission de nouvelles Parts Sociales.
- 5.7 Parmi les primes assimilées, le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance est autorisé à collecter les apports en capital non-rémunérés par des Parts Sociales de la part du ou des associé(s) existant(s) de la Société.
- 5.8 Les montants alloués à la prime d'émission et aux comptes de prime assimilée pourront, entre autres, être utilisés pour effectuer le paiement de toute Part Sociale que la Société rachètera à son ou ses associé(s), ou pour réduire toute perte nette réalisée ou pour des distributions aux associés ou encore pour allouer des montants à la réserve légale.

Article 6 – Augmentation et Réduction du capital

Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs occasions, par une résolution de l'Associé Unique ou de l'Assemblée Générale votant aux conditions de quorum et de majorité prévus par les Statuts ou, le cas échéant, par la Loi sur les Sociétés, pour toute modification de ces Statuts.

Article 7 – Transfert des Parts Sociales

- 7.1 Si la Société a au moins deux associés, les Parts Sociales sont librement cessibles entre associés.
- 7.2 Si un associé désire transférer ses Parts Sociales à un non-associé, cet associé doit notifier à la Société les détails de ce transfert, incluant l'identité de l'acquéreur, le prix du transfert, et, si cela est pertinent, les conditions applicables au transfert.
- 7.3 Des Parts Sociales ne peuvent pas être transférées inter vivos et pour cause de mort à des non-associés à moins que les associés représentant au moins les trois-quarts des Parts Sociales émises aient approuvé ce transfert en assemblée

générale conformément aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi sur les Sociétés.

Article 8 – Rachat de Parts Sociales

- 8.1 Les Parts Sociales pourront être rachetées par la Société, en une ou plusieurs occasions et dans les limites prévues par la loi sur les Sociétés.
- 8.2 La disposition ou l'annulation par la Société de Parts Sociales de son propre capital social ne pourront avoir lieu qu'en vertu d'une résolution et selon les termes et conditions qui seront décidés par l'Associé Unique ou l'Assemblée Générale.

Article 9 – Registre des associé(s)

La Société conservera un registre des associés au siège social, qui mentionnera le nom et adresse de chaque détenteur de Parts Sociales tels que notifiés à la Société, le nombre de Parts Sociales détenues par chaque associé, le montant payé pour chaque Part Sociale et le cas échéant, les dates et détails de tout transfert de Parts Sociales. Chaque détenteur de Part Sociale devra notifier à la Société tout changement de ces éléments.

Section III : Gestion de la Société

Article 10 – Composition du Conseil du Gérance et pouvoirs du(des) gérant(s)

- 10.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants qui n'ont pas besoin d'être associés de la Société. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un Conseil de Gérance.
- 10.2 Le ou les associé(s) pourront décider de qualifier les gérants nommés en tant que gérants avec pouvoir de signature A (les « **Gérants A** ») et gérants avec pouvoir de signature B (les « **Gérants B** »).
- 10.3 Le(s) gérant(s) seront nommés et révoqués sans motifs (ad nutum) par l'Associé Unique ou l'Assemblée Générale. L'Associé Unique ou l'Assemblée Générale déterminera le nombre de gérants, leurs pouvoirs, rémunération et la durée de leurs mandats.
- 10.4 En cas d'une ou plusieurs vacances au sein du Conseil de Gérance pour cause de mort, retraite ou autre, les gérants restants pourront choisir de palier à une telle vacance. Dans un tel cas, l'Associé Unique ou l'Assemblée Générale, ratifie l'élection à la prochaine assemblée conformément aux dispositions de la Loi sur les Sociétés.
- 10.5 Dans les rapports avec les tiers, le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société, à l'exception de ceux pour lesquels une autorisation de l'Associé Unique ou de l'Assemblée Générale est requise.
- 10.6 Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les Statuts à l'Associé Unique ou à l'Assemblée Générale seront de la compétence du Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance.

Article 11 – Déroulement des réunions du Conseil de Gérance

- 11.1 Le Conseil de Gérance de la Société pourra choisir parmi ses membres un président permanent (le « **Président** »). Il peut également choisir un secrétaire (le « **Secrétaire** »), qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance.
- 11.2 Le Conseil de Gérance se réunit sur convocation du Président ou de tout gérant, au lieu indiqué dans la convocation.

- 11.3 Une convocation écrite, électronique ou verbale devra être adressée à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant l'heure fixée pour la réunion du Conseil de Gérance, excepté en cas d'urgence auquel cas la nature de cette urgence devra être mentionnée dans la convocation à l'assemblée. Il pourra être renoncé à cette convocation par l'accord écrit ou par télex, télécopie ou par courriel de chaque gérant. Une convocation séparée ne sera pas requise pour des réunions tenues aux heures et lieux prescrits dans un programme préalablement adopté par une résolution du Conseil de Gérance.
- 11.4 Les réunions du Conseil de Gérance seront dument tenues sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés.
- 11.5 Les réunions du Conseil de Gérance seront tenues à l'endroit et aux jours et heures spécifiées dans la convocation.
- 11.6 Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil de Gérance par vidéo conférence, téléphone ou autre moyen de communication similaire permettant l'identification de ce gérant et permettant à toutes les personnes participant à la réunion de s'entendre et de se parler. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à la participation en personne à une telle réunion. Une réunion tenue par le biais de ces moyens de communication sera réputée avoir été tenue au siège social de la Société à Luxembourg.
- 11.7 Tout gérant pourra prendre part à une réunion du Conseil de Gérance en nommant en tant que mandataire un autre gérant par écrit ou par télégramme, télex, télécopie ou par courriel.
- 11.8 Tout gérant pourra représenter plus d'un de ses co-gérants, pourvu qu'au moins deux gérants soient présents à la réunion.
- 11.9 Les votes pourront également être effectués par écrit, par télégramme, télex ou télécopie ou par e-mail.
- 11.10 Le Conseil de Gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du Conseil de Gérance ou si au moins un Gérant A est présent ou représenté dans le cas où le(s) associé(s) a/ont qualifié les gérants nommés en tant que Gérants A et Gérants B. Les décisions seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.
- 11.11 Les résolutions prises par écrit, approuvées et signées par tous les gérants auront le même effet que des résolutions votées lors des réunions des gérants. De telles signatures peuvent apparaître sur des documents séparés ou sur des copies multiples d'une résolution identique et peuvent résulter de lettres ou télécopies. Pareilles décisions sont considérées comme étant prises au siège social de la Société.

Article 12 – Procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance

- 12.1 Les procès-verbaux de toute réunion du Conseil de Gérance devront être signés par le Président ou, en son absence, par le président pro tempore qui présidera une telle réunion, et par le Secrétaire.
- 12.2 Des copies ou extraits de tels procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou à toute autre occasion devront être signés par le Président et le Secrétaire ou par tout gérant selon les règles de représentation de la Société.
- 12.3 Toute décision du Gérant Unique doit être établie par écrit et/ou enregistrée dans un procès-verbal signé par celui-ci.

Article 13 – Gestion journalière

Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance pourra déléguer ses pouvoirs de mener la gestion journalière et les affaires de la Société ainsi que la représentation de la Société pour une telle gestion et de telles affaires, à tout gérant, directeur et

autre agent, associé ou non agissant seul ou conjointement , délibérant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance déterminera.

Article 14 – Représentation

- 14.1 *La Société sera engagée à l'égard des tiers par (i) la signature du Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, (ii) par la signature conjointe de deux gérants et, lorsque le(s) associé(s) a/ont qualifié les gérants nommés en tant que Gérants A et Gérants B, la signature d'un Gérant A et un Gérant B ou (iii) la signature unique ou conjointe de toute(s) personne(s) à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance, dans les limites de cette délégation.*
- 14.2 *Pour les besoins exclusifs de la gestion journalière, la Société sera valablement engagée par la signature unique du délégué à la gestion journalière.*

Article 15 – Responsabilité des gérants

Dans l'exécution de leur mandat, les gérants ne seront pas tenus personnellement responsables des engagements de la Société. En tant que mandataires de la Société, ils seront responsables de l'exercice correct de leurs obligations, sans responsabilité personnelle pour les engagements valablement pris au nom de la Société.

Article 16 – Tantièmes et dépenses

Sous réserve de l'accord des associés, les gérants pourront recevoir des tantièmes pour leur gestion de la Société et être remboursés pour toutes dépenses, quelles qu'elles soient, supportées par eux en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Article 17 – Conflit d'intérêts

- 17.1 *Sauf si la Loi sur les Sociétés en dispose autrement, tout gérant qui a, directement ou indirectement, un intérêt financier opposé à celui de la Société à l'occasion d'une transaction tombant sous la compétence du Conseil de Gérance doit en informer le Conseil de Gérance et cette déclaration doit être inscrite dans le procès-verbal de la réunion. Le gérant en question ne pourra prendre part aux discussions relatives à cette transaction. Un tel conflit d'intérêts devra être reporté à l'Associé Unique ou à la prochaine Assemblée Générale avant que ce dernier ou cette dernière prenne une décision sur tout autre point.*
- 17.2 *Lorsque la Société n'a qu'un seul gérant, les transactions conclues entre la Société et ce gérant ayant un intérêt opposé à la Société sont spécifiquement mentionnées dans la résolution du Gérant unique.*
- 17.3 *Lorsque, en raison d'un conflit d'intérêts, le nombre de gérants requis pour les délibérations n'est pas atteint, le Conseil de Gérance peut décider de soumettre cette décision spécifique à l'Associé Unique ou à l'Assemblée Générale.*
- 17.4 *Les règles de conflit d'intérêts ne s'appliquent pas lorsque la décision du Gérant Unique ou du Conseil de Gérance concernent des transactions relevant de la gestion journalière conclues à des conditions normales.*

Section IV : Décisions collectives des associés

Article 18 – Assemblée Générale

- 18.1 *Si la Société a plusieurs associés sans toutefois dépasser soixante (60) associés, et sauf dans les cas de proposition de modification des présents Statuts, les décisions des associés pourront être adoptées par voie de résolutions écrites. A cet effet, le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance adressera aux associés le*

texte complet des résolutions à adopter. Les associés devront, dans un délai de quinze (15) jours à partir de la réception du texte des résolutions proposées, exprimer leur vote et l'envoyer à la Société.

- 18.2 *Si la Société a plus de soixante (60) associés, l'Assemblée Générale annuelle se réunira annuellement au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg à préciser dans la convocation pour l'assemblée, endéans les six mois qui suivent la clôture de l'année sociale.*
- 18.3 *En cas de pluralité d'associés, les associés de la Société peuvent se réunir en Assemblée Générale sur convocation du Gérant Unique ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance. Les convocations qui seront adressées aux associés devront indiquer l'heure et le lieu de l'assemblée ainsi que l'ordre du jour.*
- 18.4 *Si tous les associés de la Société sont présents ou représentés lors de l'Assemblée Générale, et s'ils déclarent avoir dûment été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra se tenir sans convocation ou publication préalable.*
- 18.5 *Tout associé de la Société peut prendre part aux assemblées générale d'associés en désignant par écrit une autre personne (qui n'a pas à être associé ou gérant de la Société) comme son mandataire.*
- 18.6 *Tout associé de la Société peut participer à toute Assemblée Générale par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à la réunion de s'entendre les unes les autres, et de communiquer les unes avec les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion et les associés participant par l'un de ces moyens sont réputés être présents pour les besoins de la détermination des quorums et votes. Dans un tel cas, au moins un (1) associé ou son mandataire doit cependant être physiquement présent au siège social de la Société et le procès-verbal d'une telle réunion devront être signées par l'(les) associé(s) de la Société présent(s) à cette réunion.*

Article 19 – Conditions de quorum et majorité

- 19.1 *Toute Assemblée Générale de la Société régulièrement constituée représentera l'intégralité des associés de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus étendus pour décider, réaliser ou ratifier tous les actes en relation avec les activités de la Société.*
- 19.2 *Sauf si la Loi sur les Sociétés en dispose autrement, les décisions collectives des associés de la Société ne seront valablement adoptées que dans la mesure où elles sont adoptées par le ou les associé(s) détenteurs de Parts Sociales représentant plus de la moitié (1/2) du capital social de la Société. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première réunion, les associés pourront être convoqués une seconde fois avec le même ordre du jour et les décisions seront alors adoptées à la majorité simple des votes exprimés, peu importe la fraction du capital social représenté.*
- 19.3 *Lors de toute Assemblée Générale convoquée en vue de modifier les Statuts ou en vue du vote de décisions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour une modification des Statuts (en ce inclus le changement de nationalité de la Société), les décisions seront adoptées par l'Associé Unique ou les associés de la Société représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social de la Société.*

Article 20 – Vote

- 20.1 *Chaque Part Sociale donne droit à une voix dans les Assemblées Générales ordinaires et extraordinaires.*

- 20.2 *La Société ne reconnaîtra qu'un titulaire par Part Sociale ; au cas où une Part Sociale serait détenue par plus d'une personne, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette Part Sociale jusqu'à ce qu'une personne/entité ait été désignée comme seul propriétaire de la Part Sociale vis-à-vis de la Société.*
- 20.3 *Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance peut suspendre les droits de vote de tout associé de la Société, dans le cas où ce dernier est en violation de toute obligation lui incombant de par les Statuts ou tout autre arrangement contractuel contracté par cet associé.*
- 20.4 *Un associé peut renoncer à son droit d'exercer, temporairement ou de façon permanente, tout ou partie de ses droits de vote. L'associé renonçant à ce droit est tenu par ce renoncement de même que la Société, à partir de la notification envoyée à la Société par l'associé renonçant.*
- 20.5 *Dans le cas où les droits de vote d'un ou de plusieurs associés sont suspendus, respectivement qu'un ou plusieurs associé(s) a/ont renoncé à l'exercice de ses/leurs droits de vote conformément aux articles 20.3 et 20.4 ci-dessus, cet(ces) associé(s) peut/peuvent assister à l'Assemblée Générale mais les Parts Sociales détenues par lui/eux ne doivent pas être prises en compte dans la détermination des quorums et majorités devant être respectés, le cas échéant, ou pour déterminer si des résolutions écrites ont été valablement adoptées.*

Article 21 – Associé Unique

- 21.1 *Si la Société n'a qu'un seul associé, cet Associé Unique exerce tous les pouvoirs de l'Assemblée Générale.*
- 21.2 *Les décisions de l'Associé Unique prises dans le cadre du premier paragraphe seront inscrites dans un procès-verbal ou établies par écrit.*
- 21.3 *De plus, les contrats conclus entre l'Associé Unique et la Société seront documentés dans un procès-verbal ou établis par écrit. Néanmoins, cette dernière disposition ne sera pas applicable aux opérations courantes conclues dans les conditions normales.*

Section V : Exercice social – Comptes annuels

Article 22 – Exercice social

L'exercice social de la Société commence le premier janvier (1^{er} janvier) de chaque année et se termine le trente-et-un décembre (31 décembre) de l'année suivante.

Article 23 – Comptes annuels

- 23.1 *Les comptes annuels seront préparés par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance à la fin de chaque exercice social et seront à la disposition des associés au siège social de la Société.*
- 23.2 *Les comptes annuels seront ensuite soumis à l'Associé Unique ou l'Assemblée Générale annuelle.*

Article 24 – Profits, Réserves et Allocations des résultats

- 24.1 *L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des dépenses, frais, charges et provisions, tels qu'approuvés par l'Associé Unique ou l'Assemblée Générale, constituera le bénéfice net de la Société.*
- 24.2 *Chaque année, un montant égal à cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société sera affecté au compte de la réserve légale de la Société. Cette déduction cessera d'être obligatoire lorsque cette réserve atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.*

- 24.3 *Le solde du bénéfice net sera affecté par une résolution de l'Associé Unique ou de l'Assemblée Générale, sur proposition du Gérant Unique ou du Conseil de Gérance, qui pourra décider :*
- *de payer un dividende aux associés proportionnellement à leurs parts sociales ; ou*
 - *de l'affecter au compte report à nouveau ; ou*
 - *de réduire les pertes reportées ; ou*
 - *de le transférer à un autre compte de réserve disponible de la Société.*

Article 25 – Acomptes sur dividendes

- 25.1 *Sans préjudice des dispositions ci-dessus, le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance pourra décider, à tout moment avant la tenue de l'Assemblée Générale annuelle, de payer des acomptes sur dividende pourvu, entre autres, que :*
- *les acomptes sur dividende soient payés dans les deux (2) mois suivant la préparation par le(s) gérant(s) de comptes intermédiaires montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour cette distribution ; et*
 - *le montant à distribuer sous forme d'acomptes sur dividende ne dépasse pas le total des profits réalisés depuis la fin du dernier exercice financier dont les comptes annuels ont été approuvés, augmenté des profits reportés et des sommes faisant partie des réserves disponibles à cette fin, diminuée des pertes reportées et des sommes devant être allouées à une réserve sur base des dispositions de la Loi sur les Sociétés ou des Statuts.*
- 25.2 *Si le montant d'acomptes sur dividende payé dépasse le montant finalement distribuable aux associé(s), le montant payé en excès n'est pas à considérer comme un dividende payé mais comme une créance de la Société sur ses associés due immédiatement.*

Article 26 – Distribution de prime

La prime d'émission et les comptes de primes assimilées pourront être distribués à ou aux associé(s) sur décision de l'Associé Unique ou de l'Assemblée Générale.

Article 27 – Paiement de dividendes, d'acomptes sur dividende ou distribution de prime d'émission et primes assimilées

- 27.1 *Les dividendes et acomptes sur dividende déclarés en numéraire doivent être payés dans la devise retenue par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance. Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance pourra déterminer le taux de change applicable à la conversion des dividendes et acomptes sur dividende dans la devise retenue pour le paiement.*
- 27.2 *Un dividende y compris un acompte sur dividende ainsi qu'une distribution de prime d'émission et/ou prime assimilée déclaré mais non payé durant une période de cinq (5) ans ne peut plus être réclamé par le détenteur de cette Part Sociale et revient à la Société. La date de paiement est déterminée par l'Assemblée Générale et, en l'absence d'une date fixe, le paiement devrait être effectué le jour après ladite assemblée générale. En outre, l'Assemblée Générale peut autoriser le Conseil de Gérance de déterminer la date du paiement et, si le Conseil de Gérance ne procédera pas au paiement avant la fin de l'exercice, le paiement est effectué par une mise en compte d'une dette pour un montant équivalent à la dite distribution déclarée le dernier jour de l'exercice.*

- 27.3 *Aucun intérêt ne devra être payé sur les dividendes, acomptes sur dividende ou distributions de prime d'émission et primes assimilées déclarés et non réclamés qui sont tenus par la Société à disposition des détenteurs de Parts Sociales.*

Section VI : Surveillance de la Société

Article 28 – Auditeurs

- 28.1 *Dans le cas où la Société a plus de soixante (60) associés, les opérations de la Société et/ou ses livres et comptes doivent être contrôlés et/ou revus par un ou plusieurs commissaire(s) qui peut(peuvent) ou non être associé(s) de la Société.*
- 28.2 *L'Associé Unique ou l'Assemblée Générale nomme(nt) le(s) commissaire(s) et déterminent leur nombre, rémunération éventuelle et la durée de son (leur) mandat, qui ne peut excéder six (6) ans.*
- 28.3 *Le commissaire peut être révoqué à tout moment sans justification (ad nutum) par l'Associé Unique ou l'Assemblée Générale.*
- 28.4 *Un réviseur d'entreprises peut être nommé en lieu et place du commissaire dans les cas où la Société le juge approprié et devra être nommé lorsque l'exemption prévue à l'article 69 (2) de la loi du 19 décembre 2002 relative au registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des sociétés et modifiant d'autres dispositions légales, telle qu'amendée, ne trouve plus à s'appliquer.*

Section VII : Dissolution – Liquidation

Article 29 - Dissolution – Liquidation

- 29.1 *La Société sera dissoute par une résolution de l'Associé Unique ou des associés délibérants suivant la manière prévue pour la modification des Statuts.*
- 29.2 *En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par un ou plusieurs liquidateurs (personnes physiques ou morales), nommés par le ou les associé(s) décidant de la dissolution de la Société, qui déterminera(ont) leurs pouvoirs et leur rémunération.*
- 29.3 *Le(s) liquidateur(s) pourra(ont) procéder à la distribution d'acomptes sur le produit de liquidation, sous réserve de conserver une provision suffisante pour payer les dettes existantes ou prévisibles.*
- 29.4 *Après paiement de toutes les dettes et charges incombant à la Société, et de toutes les dépenses liées à la liquidation, le produit de liquidation sera distribué aux associés.*
- 29.5 *L'Associé Unique pourra également décider à tout moment de dissoudre la Société et de procéder à la liquidation en assumant personnellement le paiement de toutes les dettes connues et inconnues de la Société, conformément aux dispositions pertinentes de la Loi sur les Sociétés.*

Section VIII : Divers

Article 30 – Loi applicable

Tous les points non expressément prévus aux présents Statuts seront déterminés en accord avec la Loi sur les Sociétés. »

CINQUIEME RESOLUTION

L'Associé Unique a résolu de nommer comme gérant unique de la Société pour une durée indéterminée Christophe RAVIGNAT, demeurant au 119, Neuville, B-4987 Stoumont, Belgique et de fixer l'adresse du siège social de la Société à Am Hock, 1, L-9991 Weiswampach (Grand-Duché de Luxembourg).

DECLARATION

Le Notaire soussigné a déclaré avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 183 de la Loi sur les Sociétés et a certifié expressément qu'elles ont toutes été remplies.

EVALUATIONS DES FRAIS

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ cinq mille huit cents euros (5.800 EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite par le mandataire de la partie comparante, connu par le Notaire par son nom, prénom, état et demeure, il a signé avec nous, Notaire, les présentes minutes.

signé avec Nous notaire le présent acte.

(signé) Lionel Bonifazzi, Moutrier Blanche

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 02 janvier 2016

Relation: EAC/2016/56

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur (signé) ff Monique HALSDORF

POUR EXPEDITION CONFORME

délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 11 janvier 2016.